

Nicolas Monceau : « les élites turques ont toujours tenté de faire l'histoire, mais c'est finalement l'histoire qui les a faites »

mercredi 20 février 2008, par [Ovipot](#)

Nicolas Monceau vient de publier (Dalloz, Science politique, 2007), « [Génération démocrate, les élites turques et le pouvoir](#) ». Cet ouvrage, préfacé par Yves Schemeil, et issu d'une thèse en Science politique, que l'auteur a soutenue récemment à l'Institut d'Etudes politiques de Grenoble, analyse les trajectoires (éducatives, professionnelles et politiques) des élites turques, leur mobilisation en faveur de la démocratisation et de l'intégration européenne de la Turquie, ainsi que leur rapport à l'Europe et à la démocratie. Ce travail résulte, en fait, de la première enquête réalisée par un laboratoire européen en sciences sociales sur la vie politique turque contemporaine, dans le contexte des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Le Blog de l'OVIPOt a rencontré Nicolas Monceau, pour évoquer avec lui les apports majeurs de sa recherche.

OVIPOt : Pourquoi est-il intéressant de travailler sur les élites en Turquie aujourd'hui ?

Nicolas Monceau : Il est intéressant de travailler sur les élites en Turquie aujourd'hui dans la mesure où la Turquie est engagée dans des négociations d'adhésion avec l'UE depuis octobre 2005. La Turquie est donc appelée à rejoindre l'UE à l'avenir, si les négociations parviennent à leur terme d'ici une dizaine d'années au plus tôt. De plus, il s'agit d'un pays largement mal connu en Europe. C'est pourquoi il apparaît important de mieux connaître et comprendre les élites turques, qui seront les interlocuteurs, sinon les partenaires, de l'Europe de demain.

Par ailleurs, les élites ont toujours représenté les fers de lance des politiques de modernisation dans l'histoire politique du pays. Le rôle des élites dans la modernisation du pays est une tradition enracinée depuis le mouvement de réformes ottomanes des « Tanzimat », d'inspiration occidentale, mis en œuvre par les sultans réformateurs à partir du milieu du XIX^e siècle. Elles se sont poursuivies sous la République de Turquie, fondée en 1923, sous l'impulsion de Mustafa Kemal Atatürk et des élites républicaines. En choisissant de privilégier l'étude des élites d'aujourd'hui qui se mobilisent en faveur de la démocratisation et de l'intégration européenne de la Turquie, j'inscris leur action dans la tradition des élites modernisatrices en Turquie. Elles en représentent une version contemporaine.

OVIPOt : Qu'est-ce que votre ouvrage nous apprend sur l'évolution du pays aujourd'hui ?

Nicolas Monceau : Ce travail présente les résultats de la première enquête réalisée par un laboratoire européen en sciences sociales sur la vie politique turque contemporaine dans le contexte des négociations d'adhésion avec l'UE. Fruit d'un travail de terrain de plusieurs années en Turquie, un questionnaire, en langue turque, comprenant 80 questions, a été adressé à plus de 1200 représentants des élites turques. Cette enquête pionnière a été complétée par des entretiens réalisés avec plus d'une centaine d'élites dans les domaines politique, économique, social, culturel et intellectuel.

Parmi ces dernières, on remarque la présence d'anciens ministres et de députés, d'hommes d'affaires et d'industriels, d'universitaires et d'intellectuels, ou encore d'écrivains et d'artistes. Parallèlement, la démarche entreprise, dans ce travail, vise à étudier les trajectoires des élites turques, leur mobilisation en faveur de la démocratisation et de l'intégration européenne de la Turquie ainsi que leurs attitudes à l'égard de l'Europe et de la démocratie.

Les résultats obtenus montrent la formation de générations politiques successives en Turquie, sous l'effet des coups d'Etat militaires, qui ont eu lieu en 1960, 1971 et 1980. En entraînant une profonde recomposition politique et sociale, ceux-ci ont joué un rôle déterminant dans l'histoire politique du pays et dans les biographies collectives. L'une des conclusions auxquelles parvient ce travail est que les élites turques ont toujours tenté de faire l'histoire, mais c'est finalement l'histoire qui les a faites. L'analyse générationnelle du système politique turc montre, en effet, à quel point les élites ont été influencées par le contexte politique.

La reconstitution des trajectoires éducatives, professionnelles et politiques des élites turques depuis les années 1960, tout en mettant en valeur le rôle déterminant des coups d'Etat militaires, permet de mieux saisir les origines intellectuelles et idéologiques des démocrates pro-européens qui se mobilisent aujourd'hui en Turquie. La démarche adoptée indique ainsi qu'une partie d'entre eux sont issus d'une constellation d'organisations de gauche radicale --partis politiques, syndicats et associations - dans les années 1960 et 1970, qui adhéraient à une idéologie révolutionnaire et étaient opposées au rapprochement entre la Turquie et la CEE, mis en œuvre avec la signature des accords d'association en 1963. La grille générationnelle, à travers la prise en compte de l'impact des coups d'Etat militaires, apporte ainsi des clés d'interprétation pour mieux comprendre la conversion d'une génération politique aux valeurs démocratiques et européennes.

Plus largement, l'analyse des générations politiques en Turquie permet de mieux comprendre les grandes mutations politiques, économiques et sociales traversées par la Turquie depuis les années 1960, et plus particulièrement après le coup d'Etat militaire de 1980.

Cette démarche contribue à éclairer, sous un autre angle, le débat sur la « *société civile* », qui s'est beaucoup développé en Turquie, dans les vingt dernières années, en montrant comment les « *organisations de la société civile* » représentent après l'intervention militaire de 1980, une autre dimension de l'engagement politique des élites, une nouvelle séquence de leur carrière militante. L'investissement dans les ONG, en particulier de défense des droits de l'homme, marque le passage à un militantisme moral, alors qu'autrefois on s'engageait dans les partis politiques et les syndicats. L'analyse de l'impact des coups d'Etat militaires conduit ainsi à mieux comprendre l'émergence de nouvelles formes de mobilisation et d'engagement dans la Turquie, à partir des années 1980, mais aussi la recomposition du champ universitaire et intellectuel sous l'effet des reconversions professionnelles.

Cet ouvrage propose en parallèle des pistes de réflexion opportunes sur la démocratisation du débat public en Turquie, notamment sur des points aussi sensibles que la question arménienne. A travers l'étude du système de formation des élites en Turquie des années 1960 à nos jours, on comprend mieux le rôle de la mobilité internationale et du cosmopolitisme dans l'ouverture du champ universitaire et intellectuel et dans la cristallisation des débats publics. La Conférence des historiens turcs, qui s'est tenue à Istanbul, en septembre 2005, en est un exemple emblématique.

Enfin, ce travail montre la coexistence en Turquie de perceptions plurielles de l'Europe et de la démocratie et les attentes diversifiées à leur rencontre, à travers les clivages qui apparaissent entre les élites turques, d'un côté et la population turque, de l'autre, mais aussi avec les citoyens et les élites en Europe. Par exemple, l'Europe signifie avant tout la démocratie et la diversité culturelle pour les élites turques interrogées, tandis qu'elle incarne surtout la prospérité économique, la sécurité sociale et la liberté de circulation pour la population turque.

OVIPO : Quel est le rôle joué par ces élites dans les négociations avec l'UE ?

Nicolas Monceau : On peut souligner avant tout un rôle d'influence, exercé par un réseau d'élites turques dont l'activité s'apparente à une « *nébuleuse réformatrice* ». Ces dernières occupent - ou ont occupé - des positions de pouvoir et de responsabilité dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale, culturelle et intellectuelle. La démarche adoptée ici a consisté à étudier plus particulièrement une mobilisation « civile », qui s'inscrit dans le champ de la « *société civile* » en Turquie, à travers l'action réformatrice menée au sein d'une ONG : la Fondation d'Histoire (Tarih Vakfi). Cette

démarche permet de montrer les opportunités de mobilisation des élites dans la Turquie d'aujourd'hui en fonction des ressources - politiques, économiques, intellectuelles - dont elles disposent et face aux contraintes multiples auxquelles elles sont confrontées. En étudiant les possibilités d'action des élites, ce travail met en perspective les différents acteurs en présence, et leur interaction : l'Etat, dans ses multiples composantes, les forces politiques et sociales, les médias et les ONG, mais aussi l'UE et les organisations internationales.

À cet égard, l'intérêt de travailler sur la Fondation d'Histoire était multiple : elle permettait d'avoir accès à un vaste réseau d'élites réformatrices qui sont actives dans tous les domaines - politique, économique et social, culturel et intellectuel - et influentes dans la politique et la société turques. L'un des buts principaux de cette fondation est de lutter contre la diffusion du nationalisme dans l'éducation nationale et plus largement de refonder le rapport des citoyens turcs à l'histoire et au passé national dans un sens plus pacifique et moins nationaliste, notamment par la réforme des manuels scolaires d'histoire. C'est un enjeu fondamental pour la Turquie, face auquel la Fondation d'Histoire a eu un rôle pionnier. D'autres organisations, comme l'Association des industriels et des hommes d'affaires turcs (TÜSIAD), sont depuis intervenues dans ce domaine, en publiant des manuels alternatifs. L'enjeu ici est de socialiser la jeunesse turque à l'Europe, par une meilleure connaissance de l'histoire européenne (pour l'instant très peu représentée dans les manuels scolaires) et de la construction européenne. Pour l'avenir européen de la Turquie, c'est une question cruciale. De ce point de vue, le rôle de la Fondation d'Histoire est pionnier, et il méritait d'être étudié. Dans cette perspective, on peut parler d'un réseau d'influence, d'une capacité d'influence sur la définition des politiques publiques et leur harmonisation avec les standards européens.

OVIPO : Quelles sont les relations des élites que vous avez étudié avec l'AKP ?

Très peu de sympathisants de l'AKP figurent parmi les élites étudiées dans ce travail. Les résultats de l'enquête montrent que les élites interrogées se définissent majoritairement comme laïques. Pour elles, l'islam politique apparaît chargé d'une connotation négative tandis que la République laïque traduit inversement un sens fortement positif. Elles apparaissent très partagées sur la perception du « processus du 28 février 1997 », que certains ont qualifié de « coup d'Etat post-moderne ». La moitié des élites ayant répondu à l'enquête jugent positivement ce processus, en l'associant à la défense de la République, tandis que les interventions militaires de 1971 et de 1980 suscitent pour leur part un rejet massif. Enfin, les élites interrogées se définissent très largement comme des « aydins », que l'on peut qualifier comme « intellectuel » en français. Ces derniers représentant l'élite occidentalisée, laïque et républicaine qui s'est identifiée au régime républicain kémaliste depuis sa fondation dans les années 1920.

On peut avancer l'hypothèse que les élites interrogées dans ce travail entretiennent un rapport ambivalent avec l'AKP. L'avènement de l'AKP au pouvoir a entraîné une certaine division des élites. D'un côté, certains semblent séduits par les succès économiques et politiques du gouvernement, que renforce le rejet de la classe politique traditionnelle dans son ensemble et du parti d'opposition CHP, laïque et républicain en particulier. De l'autre, certains semblent préoccupés par les inquiétudes dominantes au sein des milieux laïques et républicains relatives à l'existence d'un « agenda caché » de l'AKP

Sources

[Article original](#) publié le 30 janvier 2008 sur le site de l'OVIPO